

Compte-rendu de la conférence du samedi 13 février 2010

La situation au Proche et au Moyen Orient

Par **Eric Rouleau et Yves Aubin de la Messuzière**

Eric Rouleau est grand journaliste au Monde et au Monde diplomatique. Ancien ambassadeur en Tunisie et Turquie, il est aussi Membre du Comité de parrainage du Tribunal Russell de la Palestine.

Le débat porte sur la situation actuelle du conflit Israélo-palestinien et appelle une première réflexion : peut-on espérer le régler par des négociations bilatérales ? Le mot important est « **bilatéral** ». Abou Mazen a refusé de négocier avec Israël alors que Benyamin Netannyahou le lui proposait et que l'Union Européenne l'y encourageait. Pourquoi ?

Eric Rouleau est grand journaliste au Monde et au Monde diplomatique. Ancien ambassadeur en Tunisie et Turquie, il est aussi Membre du Comité de parrainage du Tribunal Russell de la Palestine.

Le débat porte sur la situation actuelle du conflit Israélo-palestinien et appelle une première réflexion : peut-on espérer le régler par des négociations bilatérales ? Le mot important est « **bilatéral** ». Abou Mazen a refusé de négocier avec Israël alors que Benyamin Netannyahou le lui proposait et que l'Union Européenne l'y encourageait. Pourquoi ?

Raisons du refus palestinien

Les Etats-Unis ont obtenu le gel des constructions d'Israël en Palestine mais Benjamin Netannyahou en donne sa propre interprétation :

- Il est impossible de geler les permis de construire et il y en a encore 4000 de prévus.
- Les colonies israéliennes sont à l'étroit, il y a beaucoup d'enfants pour lesquels il faut prévoir des écoles, des hôpitaux etc. Ce serait geler « la croissance naturelle ». Cet argument est fallacieux car les colonies sont loin d'être surpeuplées et certains hôpitaux sont à moitié vides.
- Le gel n'est pas applicable à Jérusalem Est, territoire officiellement annexé par Israël ; d'ailleurs, le processus de judaïsation s'y accélère. 200.000 israéliens s'y sont installés, ont occupé ce territoire palestinien par des confiscations, des démolitions, des expulsions avec retrait du permis de séjour, alors qu'il y a déjà 250.000 colons en Cisjordanie. Le but est de judaïser Jérusalem Est et d'empêcher l'état palestinien d'avoir des vues sur la capitale. Or, deux capitales seraient nécessaires pour vivre en harmonie, mais Israël refuse net d'entendre parler d'une capitale palestinienne à Jérusalem Est.

Il n'est donc pas question de la part d'Israël d'accepter le gel et le démantèlement de ses colonies. La colonisation de la Cisjordanie continue.

Raisons politiques d'Israël

Le gouvernement de Benyamin Netannyahou est à droite de la droite classique ET il dépend fortement d'Avigdor Lieberman, le chef de l'extrême droite fasciste ; compte tenu du

nombre de ses députés, le gouvernement s'effondrerait s'il devait le quitter. La colonisation des territoires occupés, c'est la vache sacrée d'Israël. Aussi le gel a été plusieurs fois décidé mais n'a jamais été respecté malgré les pressions des Etats Unis qui ne sont pourtant pas anti-israéliens. La Cisjordanie a été largement confisquée car plus de 50 % de ce territoire ne sont plus accessibles aux Palestiniens. Ces derniers ne peuvent construire sans autorisation même dans le territoire auquel ils ont accès. De même, Il leur est impossible d'aller d'un village à l'autre sans autorisation de l'armée, qui a quadrillé le territoire par des centaines de check-points.

Pour comprendre le conflit, il faudrait se familiariser avec l'histoire. Jusqu'à la fondation de l'état d'Israël, les Palestiniens étaient majoritaires dans leur patrie. L'ONU a décidé en 1947 de leur allouer la moitié de la Palestine, l'autre moitié étant attribuée à la minorité juive. L'état juif s'est étendu au détriment des Palestiniens à l'issue de deux guerres, celles de 1948 et 1967. Il ne reste plus depuis qu'à peine 22% de la Palestine que les autochtones ont fini par accepter pour ériger leur propre état. Or, la colonisation « rampante » qui se poursuit depuis 1967 confirme la détermination d'Israël de s'attribuer tout ou en grande partie cette parcelle du territoire, d'empêcher la constitution d'un état palestinien viable. Faut-il dès lors s'étonner que tous les projets de paix de ces dernières décennies n'aient pas abouti ?

Aussi, Abou Mazen estime que dans ce contexte, l'appel par Israël à une reprise des négociations bilatérales est une hypocrisie. A quoi bon négocier si :

- Israël ne s'engage pas à restituer les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, et ne veut même pas ralentir la colonisation d'un espace sur lequel devrait s'ériger un état palestinien ?
- Deux puissants lobbies, celui des colons et de l'armée, s'opposent à toute concession territoriale. ?
- Les Etats-Unis, dans la pratique, soutiennent inconditionnellement l'expansionnisme de l'état juif, allant jusqu'à opposer leur veto toutes les fois que les Nations Unies s'apprêtent à exiger d'Israël le respect du droit international ?

Les Israéliens eux-mêmes sont pris au piège. Ils ne parviennent pas à trouver une issue à leur dilemme. Le statu quo actuel ne peut être maintenu indéfiniment, à moins de formaliser un état d'apartheid qui rassemblerait d'une part des citoyens israéliens, pourvus de tous les droits démocratiques, et d'autre part des palestiniens vivant sous le joug de l'occupation. Or, l'état juif ne veut à aucun prix être assimilé à l'Afrique du Sud d'autrefois. L'autre alternative, qui éviterait la « solution » de l'apartheid, serait d'annexer formellement les territoires occupés et de faire de leurs habitants des citoyens de plein droit. Mais compte tenu du taux de progression démographique des Palestiniens, l'état judéo-sioniste ne tarderait pas à disparaître à jamais.

Devant cette impasse, nombre d'intellectuels israéliens qui veulent « empêcher Israël de se suicider », et qui aspirent à une paix durable, soutiennent à juste titre qu'il faudrait mettre un terme aux négociations bilatérales qui n'ont conduit à aucun résultat. Ils appellent de leurs vœux des négociations multilatérales, par la tenue par exemple d'une conférence internationale, rassemblant tous les belligérants ainsi que les représentants des grandes puissances et de l'ONU, une conférence qui aurait l'autorité de faire respecter le droit tout en tenant compte des intérêts vitaux des peuples concernés. Ce serait le seul moyen de mettre fin à un conflit interminable, même si la paix devrait être imposée aux deux camps ennemis.